

المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي
Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique

**RELATIF A L'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
(SEANCE PUBLIQUE)
N°09/CSEFRS/2019**

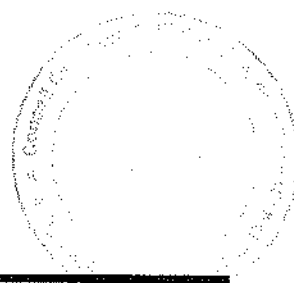
POUR

**LA MISE EN PLACE D'UNE PLATEFORME VIRTUALISEE SUR LE CLOUD DU
CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE, AINSI QUE LES PRESTATIONS DE MAINTENANCE Y AFFECTEES**

En application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES	4
ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	4
ARTICLE 2: CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 3: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE.....	4
ARTICLE 4: REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE.....	4
ARTICLE 5: VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE.....	5
ARTICLE 6: ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR.....	5
ARTICLE 7: NANTISSEMENT	5
ARTICLE 8: SOUS-TRAITANCE	6
ARTICLE 9: DELAI DE LIVRAISON.....	6
ARTICLE 10: NATURE DES PRIX	6
ARTICLE 11: CARACTERE DES PRIX.....	6
ARTICLE 12: CAUTIONNEMENT PROVISoire ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF.....	6
ARTICLE 13: RETENUE DE GARANTIE	6
ARTICLE 14: DELAI DE GARANTIE.....	6
ARTICLE 15: ASSURANCES - RESPONSABILITE	6
ARTICLE 16: PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE.....	7
ARTICLE 17: RECEPTION PROVISoire	7
ARTICLE 18: RECEPTION DEFINITIVE.....	7
ARTICLE 19: COMITE DE SUIVI	7
ARTICLE 20: MODALITES DE REGLEMENT.....	7
ARTICLE 21: PENALITES POUR RETARD.....	7
ARTICLE 22: LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	7
ARTICLE 23: RESILIATION DU MARCHE.....	8
ARTICLE 24: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	8
ARTICLE 25: ANNULATION DE L'APPEL D'OFFRES.....	8
CHAPITRE II : CAHIER DE PRESCRIPTIONS TECHNIQUES « TERMES DE REFERENCES »	9
ARTICLE 26: CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	9
ARTICLE 27: DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	9
ARTICLE 28: MAINTENANCE ET INFOGERENCE	12
ARTICLE 29: OBLIGATIONS DU TITULAIRE	13
ARTICLE 30: RESSOURCES HUMAINES DEDIEES AU PROJET.....	14
ARTICLE 31 : BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF	15





المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي
Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique

**APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N°09/CSEFRS/2019**

Conclu par appel d'offres ouvert sur offres des prix en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret N°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE

Le **Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique**, représenté par son Président, désigné ci-après par « le CSEFRS » ou « le Maître d'Ouvrage ».

D'UNE PART

ET

Monsieur , Qualité..... ;
Agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés au nom et pour le compte de :
..... ;
Inscrit au registre de commerce de sous le n° : ;
Inscrit au rôle de la patente de Sous n° : ;
Identification fiscale sous le n° : ;
Affilié à la CNSS sous le n° : ;
Titulaire du compte bancaire n° : Ouvert à la
banque Agence ;
Faisant élection de domicile à : ;

Désigné ci-après par « le Prestataire » ou « Titulaire »

D'AUTRE PART



CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offre a pour objet la mise en place d'une plateforme virtualisée sur le Cloud du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, ainsi que les prestations de maintenance y afférentes.

ARTICLE 2: CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent appel d'offres consistent en :

- ✓ La mise en place d'une plateforme virtualisée sur le Cloud (de type Amazon web services (AWS), Microsoft Azure, Google cloud Platform ou similaire) et migration de la plateforme web existante vers la nouvelle plateforme ;
- ✓ La souscription à une solution Cloud Office 365 Business Premium ou similaire et migration du système de messagerie existant sur Zimbra vers la nouvelle solution.

ARTICLE 3: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents constitutifs du marché sont :

- L'acte d'engagement dûment rempli et signé ;
- Le présent CPS dûment signé ;
- Le bordereau des prix - Détail estimatif ;
- L'offre technique du Titulaire ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G.T), approuvé par le décret N° 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 Mai 2016).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité N°2-12-349, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 4: REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

- La loi N°105-12 portant organisation du Conseil promulguée par le dahir N° 1-14-100 du 16 rajeb 1435 (16 Mai 2014) ;
- Le règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le règlement intérieur du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le règlement portant organisation Financière et comptable du Conseil Supérieur de l'Education, Formation et de la Recherche Scientifique.
- Le décret N° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G.T), approuvé par le décret N° 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 Mai 2016).
- Dahir N° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le décret N°2-16-344 du 22-07-2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
- Décret N°2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- L'arrêté du Chef du gouvernement N° 3-302-15 du 15 Safar 1437 (27 Novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics.
- Circulaire N°72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir N°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- Le dahir N°1-03-194 du 14 rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le décret royal N°330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;

- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal N°2.73.685 du 12 kaada 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.
- Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date de signature du marché.

Ainsi que tous les textes réglementaires se rapportant à l'objet de cet appel d'offres.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 5: VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

En application de l'article 152 du décret N° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013), le marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

En application de l'article 153 du décret N° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013), la notification de l'approbation du marché doit intervenir dans un délai maximum de (75) soixante-quinze jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Toutefois, le maître d'ouvrage peut, avant l'expiration de ce délai, proposer à l'attributaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas (30) trente jours.

L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage ; en cas de refus, la mainlevée de son cautionnement provisoire lui est donnée.

ARTICLE 6: ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

Conformément à l'article 20 du CCAG-T, le titulaire est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans un délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché en application de l'article 153 du décret n° 2-12-349 précité.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la date d'intervention de ce changement en application du § 2 de l'article 20 du CCAG-T.

ARTICLE 7: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir N°1-15-05 du 29 Rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par le Maître d'Ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du **Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique** ou par toute personne mandatée par ce dernier à cet effet ;
2. Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité ;
3. Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13 ;
4. Les paiements prévus au marché seront effectués par l'**Agent comptable auprès du Conseil** seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers attributaires du présent marché ;
5. Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 8: SOUS-TRAITANCE

Les conditions de la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 158 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents prévues à l'article 24 du décret n°2-12-349.

ARTICLE 9: DELAI DE LIVRAISON

Le délai de réalisation des prestations objet du présent marché est fixé à **un mois (01) mois** à compter du lendemain du jour de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement d'exécution du marché.

ARTICLE 10: NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les prix du marché sont établis en dirham marocain.

Les prix tiennent compte des bénéfices ainsi que tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et, d'une façon générale, toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la prestation.

Ces prix tiennent compte de l'ensemble des prestations auxquelles ils s'appliquent, non seulement telles que ces dernières sont définies dans le présent CPS, mais encore telles qu'elles doivent être réellement exécutées pour aboutir à la réalisation parfaite des prestations par le titulaire.

Ils tiennent compte également de tous les frais nécessaires pour le transport, l'hébergement et les missions de l'ensemble du personnel employé par le titulaire ainsi que les frais de bureau et autres, entraînés par l'exécution des prestations.

ARTICLE 11: CARACTERE DES PRIX

Conformément à l'article 12, paragraphe 1 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics, les prix du marché sont fermes et non révisables.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE 12: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

- Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **10.000 Dhs (Dix mille Dirhams)**
- Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur. Il doit être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

ARTICLE 13: RETENUE DE GARANTIE

La retenue de garantie à prélever sur les acomptes est de dix pour cent (10%). Elle cessera de croître lorsqu'elle aura atteint les sept pour cent (7%) du montant initial du marché. La retenue de garantie peut être remplacée par une caution bancaire.

ARTICLE 14: DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à un (01) an à compter de la date de la réception provisoire.

Pendant le délai de garantie, le titulaire sera tenu, de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées et de remédier à l'ensemble des défauts.

Le titulaire garantit pendant cette période le bon fonctionnement des plateformes et leur conformité aux spécifications techniques convenues.

Quant à la maintenance au lendemain du délai de garantie et de la signature du procès-verbal de réception définitive, celle-ci fera l'objet du contrat de maintenance, joint et faisant partie intégrante du présent marché.

ARTICLE 15: ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le titulaire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de réalisation des prestations, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 16: PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le fournisseur garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au fournisseur le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

ARTICLE 17: RECEPTION PROVISOIRE

La réception provisoire des prestations objet de ce marché sera effectuée après test et vérification de la réalisation des solutions prévues et la formation des utilisateurs concernés, cette réception sera matérialisée par un PV de réception provisoire signé par le comité de suivi désigné à cet effet.

ARTICLE 18: RECEPTION DEFINITIVE

La réception définitive sera prononcée après expiration du délai de garantie mentionné à l'article 14 ci-dessus, et dans les mêmes conditions de la réception provisoire. Cette réception sera concrétisée par l'établissement d'un procès-verbal de réception définitive.

ARTICLE 19: COMITE DE SUIVI

Un comité de suivi des prestations sera institué par le Maître d'Ouvrage. Il sera chargé d'assurer le suivi des prestations, d'examiner et de valider les livrables fournis.

Les prestations objet de ce marché, devront être menées en étroite collaboration avec le comité de suivi.

ARTICLE 20: MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement s'effectuera après prononciation de la réception provisoire et sur production du procès-verbal de réception provisoire y afférent.

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte courant postal, bancaire ou Trésor ouvert au nom du Titulaire, sur production d'une facture établie en 4 exemplaires, portant la signature du titulaire.

Les prestations de maintenance, objet du contrat de maintenance, qui prend effet au lendemain de la réception définitive, seront réglées conformément aux modalités fixées au niveau dudit contrat.

ARTICLE 21: PENALITES POUR RETARD

Conformément à l'article 65 du CCAG-T, lorsque les délais contractuels sont dépassés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité par jour de retard égale à un pour mille (1‰) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants par jour effectif en retard.

Toutefois, le montant total des pénalités qui seront appliquées ne doit pas excéder 8% du montant total du marché.

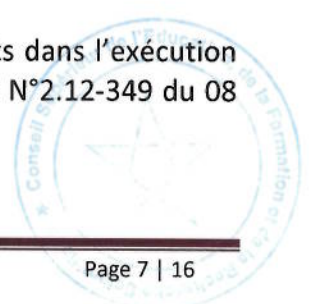
L'application de ces pénalités ne libère en rien le titulaire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il a souscrites au titre du marché.

ARTICLE 22: LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de l'article 168 du décret N°2.12-349 du 08 jourada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.



ARTICLE 23: RESILIATION DU MARCHE

Le présent marché pourra être résilié suivant les cas prévus par l'article 69 du CCAG-T ainsi que l'article 159 du décret n° 2.12.349 du 08 Joumada I, 1434 (20 mars 2013).

La résiliation du marché ne fait obstacle, ni à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée à l'encontre du titulaire en raison de ses fautes ou infractions, ni à son exclusion de toute participation aux marchés lancés par le Maître d'ouvrage, sans limitation de durée.

ARTICLE 24: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours de l'exécution du marché, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 83 et 84 du CCAG-T. Les litiges éventuels entre le CSEFRS et le titulaire sont soumis aux tribunaux compétents de Rabat. La législation qui régit le marché et conformément à laquelle celui-ci doit être interprété est la législation marocaine.

ARTICLE 25: ANNULATION DE L'APPEL D'OFFRES

Conformément à l'article 45 du Décret n° 2-12-349 du 8 Joumada Ier 1434 (20 mars 2013) :

1. Le maître d'ouvrage peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres dans les cas suivants :

- a) lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel d'offres ont été fondamentalement modifiées ;
- b) lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché ;
- c) lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché ;
- d) lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;
- f) en cas de réclamation fondée d'un concurrent sous réserve des dispositions de l'article 169 du Décret n° 2-12-349 du 8 Joumada Ier 1434 (20 mars 2013).

2. L'annulation fait l'objet d'une décision signée par l'autorité compétente mentionnant les motifs de ladite annulation.

3. le maître d'ouvrage informe par écrit les concurrents et l'attributaire du marché en précisant le ou les motifs d'annulation de l'appel d'offres et communique une copie de la décision d'annulation aux membres de la commission d'appel d'offres.

4. L'annulation de l'appel d'offres ne justifie pas le recours à la procédure négociée.

5. En cas d'annulation de l'appel d'offres dans les conditions précitées ci-dessus, les concurrents ou l'attributaire du marché ne peuvent prétendre à indemnité.



CHAPITRE II : CAHIER DE PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

« TERMES DE REFERENCES »

ARTICLE 26: CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent appel d'offres consistent en :

1. **La mise en place d'une plateforme virtualisée sur le Cloud** de type Amazon web services (AWS), Microsoft Azure, Google cloud Platform ou similaire **et migration de la plateforme web existante vers la nouvelle plateforme :**
 - ✓ La mise en place d'une plateforme virtualisée sur le Cloud, de type Amazon web services (AWS), Microsoft Azure, Google cloud Platform ou similaire, composée de deux serveurs virtuels et un espace de stockage ;
 - ✓ La migration des applications web (site web, extranet, application de gestion des enquêtes, extranet...) ;
 - ✓ Formation officielle sur la plateforme Cloud proposée ;
2. **La souscription à une solution Cloud Office 365 Business Premium ou similaire et migration du système de messagerie existant sur Zimbra vers la nouvelle solution :**
 - ✓ La souscription à une solution Cloud Office 365 Business Premium ou similaire ;
 - ✓ Migration du système de messagerie existant sur Zimbra vers la nouvelle solution ;
 - ✓ Transfert de compétences technique et fonctionnel lié à l'office 365 Business premium ou similaire.
3. **Prestations de maintenance, de support et infogérance durant la période de garantie.**

ARTICLE 27: DESCRIPTION DES PRESTATIONS

27.1 Mise en place de la plateforme virtualisée sur le Cloud :

Dans le cadre du présent marché, et durant toute la durée de la période de garantie et de la durée du contrat de maintenance qui prendra effet à l'issue de la période de garantie et de la signature du procès-verbal de réception définitive, le prestataire s'engage à mettre à la disposition du CSEFRS une plateforme virtualisée sur le Cloud constituée de deux serveurs :

Serveur 1 : qui va héberger les applications existantes actuellement au Conseil (Gestion des enquêtes, plateforme de tests et évaluations (environnement Apache et MySQL), Portail web et extranet (développé sous WordPress), qui sont développées sous la plateforme Linux

Serveur 2 : qui va héberger les applications, existantes actuellement au Conseil et qui tournent sous Windows, qui doivent tourner sous Windows (Environnement IIS, SQL server et Microsoft Access...).

Cette plateforme doit répondre aux spécifications suivantes :

- ✓ **Data Center** : les serveurs doivent être hébergés dans un Datacenter garantissant un taux de disponibilité de 99,99%.
- ✓ **Puissance de calcul et stockage** : le prestataire met à disposition du CSEFRS une plateforme virtuelle managée et hébergée dans le Cloud, constituée des caractéristiques minimales suivantes :

Elément	Caractéristiques techniques
Serveur1	<ul style="list-style-type: none">✓ OS : Linux✓ 8 vCPU✓ 32 Go de RAM✓ 500Go SSD✓ CPanel (30 comptes)✓ Jet Backup✓ CDN, WAF et certificate SSL
Serveur 2	<ul style="list-style-type: none">✓ OS : Windows✓ 2 vCPU✓ 8Go RAM✓ 100 Go SSD
Espace de stockage	✓ 3 To d'espace de stockage pour le Backup
Firewall/VPC	✓ Firewall manager et réseau virtuel privé dédié

- ✓ **Système d'exploitation** : le prestataire s'engage à fournir les licences Windows serveur qui seront déployées dans les serveurs virtuels qui ont l'OS Windows. Toute mise à jour ou upgrade des versions Windows est à charge du prestataire durant la période de garantie et pendant la durée du contrat de maintenance à l'issue de la garantie.
- ✓ **Réseaux et Bande passante** :
 - Une ou plusieurs adresses IP public, selon le besoin du CSEFRS, doit être affectée à chaque serveur virtuel.
 - La plateforme doit être connectée à internet à travers une bande passante illimitée.
- ✓ **Sécurité** :
 - La plateforme doit être protégée par des règles de Firewall personnalisées. Le prestataire s'engage à mettre en place la matrice de flux communiquée par le pôle des systèmes d'information (PSI) du CSEFRS à la demande. Chaque modification de la matrice de flux doit faire l'objet d'une demande par mail.
 - Un tunnel VPN doit être établi entre le siège du CSEFRS et le réseau privé sur le Cloud du CSEFRS afin de permettre une communication sécurisée. Ce tunnel peut supporter un accès illimité d'utilisateurs en même temps.
 - Toutes les applications Web (Y compris le site Web) doivent être protégées par un Web Application Firewall (WAF).
 - Le prestataire s'engage à fournir un certificat SSL Wilcard délivré par une autorité internationale. Ce certificat doit couvrir tous les URL, sous domaines du domaine « csefrs.ma ». Le prestataire doit maintenir la validité du certificat pendant toute la durée du marché, la durée du délai de garantie, et la durée du contrat de maintenance.
- ✓ **Supervision** :
 - Le prestataire s'engage à superviser les différents ressources et services actifs sur les différentes Plateformes et de notifier les administrateurs du CSEFRS de toute anomalie. Les métriques de vérification seront définies en commun accord avec le pôle des systèmes d'information (PSI) du CSEFRS.
- ✓ **Migration** :
Le prestataire est tenu de :
 - Migrer les applications métiers Web et transférer les données depuis l'ancienne plateforme vers le Cloud.
 - Migrer le site Web et l'extranet et transférer les données depuis l'ancienne plateforme, (actuellement l'hébergement est assuré par un prestataire externe), vers la nouvelle plateforme Cloud.
 - Installer tous les outils nécessaires à l'administration et à l'exploitation des serveurs virtuels par le CSEFRS.
 - Installer l'Antivirus.
- ✓ **Sauvegarde/Restauration** :
 - Permettra la sauvegarde sur un espace de 3 To sur le Cloud.
 - La stratégie de sauvegarde sera élaborée par le CSEFRS et appliquée par le prestataire. Elle doit répondre aux exigences ci-dessous :
 - ✓ Elle peut être journalière, hebdomadaire, mensuelle, trimestrielle ou semestrielle.
 - ✓ Elle peut être incrémentielle ou complète.
 - ✓ La durée de rétention doit être paramétrable (entre 1 mois et 6 mois).
 - ✓ Permettre la restauration complète ou granulaire.
 - ✓ Permettre l'exploitation et l'administration via la console d'administration personnalisée.

Toutefois, le CSEFRS peut modifier selon ses besoins cette stratégie.

- ✓ **Formation** :

- Formation pour trois cadres du PSI (Pôle Système d'Information) destinés à l'exploitation et à l'administration de la plateforme virtuelle.

27.2 Souscription à la solution Cloud Office 365 Business Premium ou similaire :

Dans le cadre du présent marché et pendant la durée du contrat de maintenance le prestataire mettra à disposition du CSEFRS *une licence « Microsoft Office 365 business premium ou similaire » pour 200 utilisateurs.*

Cette licence doit couvrir un nombre illimité de groupes de distribution et d'alias.

Elle permettra d'assurer, au minimum, les services suivants :

✓ Messagerie électronique :

- Hébergement de courrier avec boîte aux lettres de 50Go par utilisateur et adresse de domaine de courrier personnalisée ;
- Version Web de Microsoft Outlook ;
- Synchronisation en temps réel des courriers, des calendriers et des informations de contacts entre les différents appareils de l'utilisateur ;
- Protection antivirus et anti-spam intégrées ;
- Envoi des messages avec des pièces jointes allant jusqu'à 150Mo ;
- Gestion des calendriers et planification des réunions ;
- Planification des réunions et des invitations grâce aux calendriers partagés.

✓ Suite bureautique Microsoft office 365 ou similaire :

- Versions de bureau des logiciels office sur PC ou Mac : Outlook, Word, Excel, PowerPoint (plus Access et Publisher pour PC uniquement.)
- Versions Web de Word, Excel et PowerPoint.
- Une licence comprend les logiciels office complets installés sur 5 PC ou Mac, 5 téléphones et 5 tablettes par utilisateur.

✓ Stockage et partage de fichiers :

- 1 To d'espace de stockage par utilisateur, en ligne onedrive dédié au stockage et au partage de fichiers.
- Enregistrement direct des fichiers sur onedrive ou SharePoint.
- Partage des fichiers avec des contacts externes.
- Partage des documents et envoi des courriers en toute sécurité de sorte que seules les personnes qui disposent des autorisations appropriées puissent accéder aux informations.
- Accès à des fichiers et synchronisation sur PC ou Mac et sur des appareils mobiles.

✓ Travail collaboratif :

- Héberge un nombre illimité de réunions en ligne et vidéoconférences pouvant rassembler jusqu'à 250 participants avec Microsoft Teams.
- Centralise les conversations, les réunions, les fichiers et les applications des équipes au même emplacement afin de faciliter la communication et la collaboration grâce à Microsoft Teams.
- Crée des sites d'équipe pour partager des informations, du contenu et des fichiers via SharePoint.

✓ Sauvegarde /Restauration des données :

- Permettre la sauvegarde de la messagerie sur un espace de 3To sur le Cloud
- La stratégie de sauvegarde sera comme suit :
 - Sauvegarde incrémentielle journalière ;
 - Sauvegarde complète hebdomadaire ;
 - La durée de rétention sera de 6 mois.
 - Permettre la restauration complète ou granulaire
 - Permettre l'exploitation et l'administration via une console d'administration personnalisée



Toutefois, le CSEFRS peut modifier selon ses besoins cette stratégie.

✓ **Antivirus/Anti-spam :**

- En plus de la couche basique Antivirus/anti-spam garantie par Office 365 **ou similaire**, le prestataire est tenu de souscrire un abonnement Antivirus/Anti-spam pour une protection avancée de la messagerie Office 365 **ou similaire** pour le domaine du CSEFRS indépendamment du nombre d'utilisateurs. Cette protection permettra de :
 - Augmenter la disponibilité de service de messagerie via l'utilisation de plusieurs relais MX distribués dans plusieurs Data center assurant ainsi un excellent niveau de Haute Disponibilité.
 - Optimiser l'utilisation de la bande passante et la sécurité en bloquant tout le trafic indésirable et/ou illicite avant son arrivé sur le réseau du CSEFRS.
 - Optimiser le niveau de délivrabilité des messages transactionnels sortant en passant par des relais de messagerie avec des IPs de très bonne réputation. Les IPs public du CSEFRS ne seront plus visibles sur internet.
 - Avoir un contrôle total sur la politique de filtrage mail avec une console d'administration Web Très intuitive.
 - Gérer les quarantaines.
 - Editer des rapports et journaux des flux mail entrants et sortants.
 - Permettre l'exploitation et l'administration via une console d'administration personnalisée.

Le prestataire s'engage aussi à réaliser les prestations suivantes :

- La livraison des documents de licences au nom du CSEFRS ;
- La mise en service de la solution et fourniture des accès à la console d'administration ;
- Création des utilisateurs et groupes ;
- Migration et transfert des données des utilisateurs (Emails, Contacts, Calendriers etc.) depuis l'ancienne plateforme de messagerie Zimbra version 8.8.11 ;
- Installation de tous les outils nécessaires à l'administration et à l'exploitation de la solution par le CSEFRS ;
- Transferts de compétences techniques pour trois cadres du Pôle Système d'Information (PSI) du CSEFRS ;
- Transferts de compétences fonctionnelles pour un groupe de 10 cadres du CSEFRS.

ARTICLE 28: MAINTENANCE ET INFOGERENCE

1. Garanties du marché :

Pendant la période de garantie, le titulaire doit garantir la fiabilité et la bonne exploitation de la plateforme, et s'engage à assurer les garanties suivantes :

- **Garantie de résultat** : L'obtention des résultats contractuels tels qu'identifiés au niveau des prestations demandées au niveau du présent marché ;
- **Garantie de conformité et de cohérence** : la conformité des prestations exécutées et des livrables fournis avec les recommandations de ou des éditeur(s) et les règles d'art en la matière et l'intégration de manière transparente de la plateforme dans le système d'information du Conseil ;
- **Garantie de non régression** : la non-régression des fonctionnalités offertes par la plateforme par rapport à l'existant et par rapport aux fonctionnalités mises en œuvre ;
- **Garantie des niveaux de service** : le maintien des niveaux de service offerts par la plateforme ;
- **Garantie sécurité** : l'installation des dernières versions et patches de logiciels.
- **Garantie d'évolution** : la capacité d'évolution de la plateforme qu'elle est apte à évoluer en fonction de l'état technique, ainsi qu'en fonction des évolutions réglementaires et législatives, tant nationales, qu'internationales.

- **Garantie de continuité de service** : La plateforme assurera une sécurité maximum en termes de continuité de service, de conservation et de restauration des données et fichiers et ce conformément aux Spécifications.

2. Maintenance pendant le délai de garantie :

En outre, le titulaire doit, pendant toute la durée de garantie, mettre à la disposition du Conseil les services de maintenance suivants :

✓ **La maintenance préventive qui consiste en :**

⇒ **L'entretien préventif et le contrôle périodique** du bon fonctionnement des plateformes avec exécution de toute opération nécessaire pour maintenir un bon niveau d'exploitation. Une analyse du comportement des plateformes devra être effectuée avec la suggestion des modifications à apporter pour l'optimisation des performances de ces plateformes ;

⇒ **La mise à jour logicielle** : installation des mises à jour majeures et mineures des plateformes logicielles mises en œuvre dans le cadre de ce marché, après accord du Conseil, et ce dès leur apparition ;

⇒ **La mise à niveau de la solution** en fonction des évolutions techniques et juridiques.

✓ **La maintenance curative qui consiste en :**

⇒ **La mise en état de bon fonctionnement** des plateformes mises en œuvre ;

⇒ **La maintenance sur appel du Conseil** en cas de dysfonctionnement, blocage ou dégradation des performances et correction de toute anomalie de fonctionnement des plateformes ;

⇒ **La correction des anomalies** détectées par le Conseil ;

⇒ **La correction des anomalies** détectées par le titulaire.

Par conséquent le titulaire s'engage à respecter les délais suivants :

Type d'intervention	Délai d'intervention	Délai de remise en état de fonctionnement
Préventive	Respect du planning réalisé en commun accord avec le Conseil	Respect du planning
Mise à jour et mise à niveau	Respect du planning réalisé en commun accord avec le Conseil	Respect du planning
Curative	4 heures à partir de l'heure de l'appel du maître d'ouvrage	8 heures à partir de l'heure de l'appel du maître d'ouvrage

3. Maintenance à compter du lendemain de l'expiration du délai de garantie et de la signature du procès-verbal de réception définitive :

Au lendemain de l'expiration du délai de garantie et de la réception définitive des prestations décrites ci-dessus, le titulaire doit assurer les prestations de maintenance conformément aux dispositions du contrat de maintenance joint en annexe et qui fait partie intégrante du présent marché.

ARTICLE 29: OBLIGATIONS DU TITULAIRE

29.1 Disponibilité :

Les plateformes fournies seront accessibles par le CSEFRS, 24h et 7 jours sur 7 sauf dans les cas suivants :

- ✓ Interruption pour raison de maintenance : Le prestataire peut interrompre les services pour des raisons de maintenance. Dans ce cas le prestataire doit convenir avec le CSEFRS la date et l'heure prévue d'interruption de service et la durée.
- ✓ Interruption à la demande du CSEFRS.

- ✓ Le prestataire s'engage à signaler au CSEFRS toute interruption de service non programmée ou cas de force majeur par SMS/ message e-mail dans les 24 heures ouvrables suivant cette interruption en indiquant la durée, la période et la cause de celle-ci et, le cas échéant, les solutions utilisées pour rétablir le service.

29.2 Qualité de service :

- ✓ Le prestataire garantit une qualité de services de plus 99,99%.
- ✓ Le prestataire assure la surveillance des services critiques par son système de monitoring 24/24.

29.3 Sécurité :

Le prestataire s'engage à informer le CSEFRS des risques d'une opération envisagée, des incidents éventuels ou potentiels, et de la mise en œuvre éventuelle d'actions correctives ou prévention.

Outre le respect de ses obligations, au titre de ce marché, le prestataire informera préalablement le CSEFRS de toute opération susceptible de provoquer l'indisponibilité (ou une dégradation des performances) des plateformes.

Le prestataire est responsable du maintien en condition de sécurité des plateformes pendant toute la durée des prestations.

Les mécanismes de sécurité mis en œuvre doivent évoluer conformément à l'état de l'art : la découverte de failles dans un algorithme, un protocole une implémentation logicielle ou matérielle, ou encore l'évolution des techniques de cryptanalyse et des capacités d'attaque par force brute doivent être pris en compte.

29.4 Audit de sécurité :

Le CSEFRS doit pouvoir, à tout moment, contrôler que les exigences de sécurité sont satisfaites par les dispositions prises par le prestataire.

Le périmètre et la périodicité des audits de sécurité doivent être précisément définis.

Les audits pourront être réalisés par le CSEFRS, ou délégué à un tiers.

La pratique de tests intrusifs doit être encadrée par une charte commune signée entre le prestataire, l'exécutant de l'audit et le CSEFRS.

Le CSEFRS doit se réserver le droit de requérir l'expertise d'un organisme ou d'une société tierce présentant des compétences en matière de sécurité.

29.5 Formation et transfert de compétences :

Le prestataire doit proposer dans son offre un programme de formation et de transfert de compétences détaillé.

Ce programme doit être conforme à la formation officielle des éditeurs des plateformes demandées

ARTICLE 30: RESSOURCES HUMAINES DEDIEES AU PROJET

Le concurrent doit préciser dans son offre les ressources humaines qui seront affectées au projet. Les profils proposés doivent répondre aux exigences suivantes :

- **Expert 1 :** avec une formation de Bac+5 et une expérience de 3 ans au moins, avec des compétences dans les domaines suivants :
 - ✓ Mise en place de la plateforme virtuelle sur le Cloud proposée ;
 - ✓ Système d'exploitation Linux et Windows, MySQL, Wordpress ;
 - ✓ Gestion des migrations des applications web et des données ;
 - ✓ Sécurité des réseaux ;

La certification sur la plateforme proposée est un atout.

- **Expert 2 :** avec une formation de Bac+5 et une expérience de 3 ans au moins, avec des compétences dans les domaines suivants :
 - ✓ Connaissance approfondie du système de messagerie Zimbra ;
 - ✓ Mise en œuvre des opérations de migration des plateformes de messagerie ;
 - ✓ Migration des comptes et données de messagerie de Zimbra vers office365 ;

La certification en Système Zimbra est un atout.

- **Expert 3** : avec une formation de Bac+5 et une expérience de 3 ans au moins, avec des compétences dans les domaines suivants :
 - ✓ Microsoft Office 365 Premium ou similaire ;
 - ✓ Migration des comptes et données de messagerie de Zimbra vers office365 ou similaire ;
 - ✓ Plateforme de travail collaboratif SharePoint ;

La certification en Office 365 Premium ou similaire est un atout.

- **Formateur** : avec une formation de Bac+5 et une expérience de 3 ans au moins, avec une expérience de formation sur la plateforme Cloud proposée ;

Le concurrent doit fournir les curriculums vitae des intervenants proposés pour la réalisation des prestations, signés par les intéressés, appuyés par les copies certifiées conformes des pièces justifiant le niveau de formation des intervenants et les certificats, le cas échéant. Les CV doivent indiquer, entre autres, le domaine d'expertise couvert par l'intervenant, son ancienneté et son expertise dans les solutions proposées et aux domaines d'intervention.

ARTICLE 31 : BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF

N° Prix	Désignation	Unité	Qté	Prix U. HT	Prix Total HT
1	Mise en place d'une plateforme virtualisée sur le Cloud composée de deux serveurs virtuels et un espace de stockage ; La migration des applications web existantes Formation officielle sur la plateforme proposée, et prestations d'assistance et d'infogérance y afférente ;	F	01		
2	Souscription à une solution Cloud Office 365 Business Premium ou similaire (200 utilisateurs) ; Migration du système de messagerie existant sur Zimbra vers la nouvelle solution ; Transfert de compétences technique et fonctionnel lié à l'office 365 Business premium ou similaire et prestations d'assistance et d'infogérance y afférente ;	F	01		
TOTAL HORS TVA					
TAUX TVA (20%)					
TOTAL TTC					

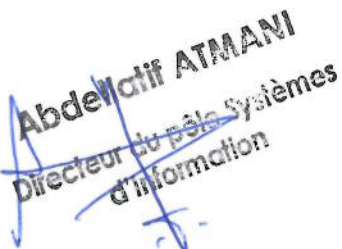



Arrêté le présent bordereau des prix à la somme deDH TTC
(.....dirhams Toutes Taxes Comprises).



DERNIERE PAGE
CAHIER DES PRESCRIPTION SPECIALES
APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DES PRIX
N°09/CSEFRS/2019

OBJET

**LA MISE EN PLACE D'UNE PLATEFORME VIRTUALISEE SUR LE
CLOUD DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA
FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, AINSI QUE LES
PRESTATIONS DE MAINTENANCE Y AFFERENTES**

<p style="text-align: center;"><u>PRESENTE PAR</u></p> <div style="text-align: center;">  Abdelatif ATMANI Directeur du pôle Systèmes d'information </div>	<p style="text-align: center;"><u>VERIFIE PAR</u></p> <div style="text-align: center;">  KHADDOUJ BHELLOUN Directeur du pôle Ressources </div>
<p style="text-align: center;"><u>LU ET ACCEPTE PAR</u></p> <div style="text-align: center;">  AbdeMatif EL MOUDNI Secrétaire Général Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique </div>	<p style="text-align: center;"><u>VALIDE PAR</u></p> <div style="text-align: center;">  AbdeMatif EL MOUDNI Secrétaire Général Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique </div>

